

Dix Downing Street

Londres 1^{er} septembre, année zéro de l'ère de Terreur...

23 h 15, en cette sombre et pluvieuse soirée de septembre, au numéro dix Downing Street à Londres, résidence et lieu de travail du Premier ministre britannique, la porte noire s'ouvre sans que le visiteur ait eu besoin de sonner.

— Bonsoir, Sir Bradford, déclare l'homme en redingote et queue-de-pie, monsieur le Premier ministre vous attend dans son bureau.

— Bonsoir, Georges. Est-il seul ?

— Non Sir, il est avec votre homologue du MI5 !

Le MI5 n'est autre que le service secret britannique, destiné à protéger la sécurité nationale des menaces intérieures, tel que le crime organisé, les trafics d'armes, les réseaux terroristes et toutes autres menaces.

Ah ! La partie va être serrée, songe aussitôt Sir Bernie Bradford, directeur du MI6. Le Secret Intelligence Service, également connu sous la dénomination de MI6, constitue le service de renseignement extérieur du Royaume-Uni, en charge de produire des renseignements sur tous les sujets concernant les intérêts vitaux britanniques, en matière de sécurité, de défense, de politique étrangère et d'intelligence économique.

— Merci Georges, Bonne soirée.

Sans même un regard vers son interlocuteur qui s'empare de son manteau, un fort pli soucieux barrant son front, le nouvel arrivant se dirige vers la porte en palissandre séparant le

vestibule du bureau du Premier ministre. Son allure générale d'une belle prestance empreinte d'une bonhomie reposante, traduit le statut de haut fonctionnaire en fin de carrière. L'homme, la soixantaine avancée, le visage rond, arbore des joues légèrement rosées que souligne un léger embonpoint d'épicurien.

Un agent de protection rapprochée, assis dans un fauteuil copie de l'époque victorienne, se lève promptement à l'apparition du visiteur. Le colosse d'un mètre quatre-vingt-quinze et d'une carrure d'haltérophile semble à l'étroit dans son costume, d'autant que la forme caractéristique d'un revolver gonfle le tissu d'une veste bien coupée de chez Marks et Spencer.

— Bonsoir, Monsieur le Directeur.

— Bonsoir, Mac, depuis combien de temps Sir Davenport est-il arrivé ?

— Environ trente minutes, Sir.

— Merci Mac, bonne soirée.

Trente minutes, qui avaient sans doute permis à son homologue d'accuser le MI6 de toutes les turpitudes. En effet depuis quelques mois une guerre de pouvoir intestine entre services britanniques bat son plein, malgré ou à cause des effectifs en progression dans le cadre de la création de 1900 postes pour les services de renseignement et antiterroristes britanniques, pour donner suite aux attentats de Paris en novembre 2015.

Le MI6 en a été le principal bénéficiaire, avec la création de 1 000 postes. Cette situation au profit principal du MI6 fragilise le MI5, qui s'applique depuis à dénoncer les libertés qu'emprunte le MI6 dans le cadre d'opérations spéciales, empiétant sans vergogne sur les attributions d'autres services de renseignement du Royaume-Uni. Chacun redoute à terme une fusion des services pour plus d'efficacité, et par conséquent

une perte de pouvoir au détriment des têtes pensantes, qui ne comptent pas renoncer à leurs prérogatives.

Le Premier ministre anglais, qui ne se veut pas dupe de la situation, a fait convoquer tard dans la soirée les deux responsables qui s'opposent en vue d'évoquer une opération top secret, dont il a eu des échos par un informateur bien intentionné, positionné par son cabinet pour le renseigner sur ses services de sécurité.

L'opération d'infiltration, dont il va être question dans l'entretien de ce soir, implique l'Angleterre de manière très embarrassante vis-à-vis de la France. Cependant cette dernière semble nécessaire pour apporter de nombreuses réponses en matière de lutte contre le terrorisme islamique, bien qu'elle comporte un risque majeur diplomatique, puisque l'opération se déroule sur le sol français de manière totalement clandestine. En ouvrant la porte du bureau du chef du gouvernement, Sir Bernie Bradford voit immédiatement Sir Adam Davenport, confortablement installé dans un Chesterfield de cuir rouge, un verre de whisky à la main et le Premier ministre dans son fauteuil crapaud lui faisant face.

— Entrez Bernie, Prenez un verre et rejoignez-nous, lui intime le Premier ministre d'un ton sibyllin.

Après s'être servi un verre de porto blanc de la célèbre marque « *Lacrima-Christi*¹ », Sir Bradford s'incruste profondément dans un autre Chesterfield, pour faire face au Premier ministre sans avoir à croiser le regard d'Adam Davenport, qu'il ne porte pas dans son cœur depuis quelque temps.

Sans plus attendre Davenport qui, caricaturé par un artiste, ressemblerait à une buse de Harris et dont le visage trahit un caractère sec et austère, lance son attaque.

¹ Larme du Christ.

— Bernie, je viens d'expliquer à monsieur le Premier ministre comment le MI6 infiltre un réseau islamique, dont des membres viennent de quitter hier soir l'Angleterre à bord d'un voilier à destination de la France, avec un chargement conséquent d'armes, sans même que nous en ayons été informés par vos soins. Ne pouvant délivrer à Lord Cunningham plus d'informations, il a décidé que vous deviez nous expliquer ce que cela signifie, à moins que le MI6 ait souhaité jouer désormais cavalier seul ?

Sur la défensive Bernie Bradford réplique sans même un regard pour Davenport, fixant droit dans les yeux le Premier ministre britannique Lord Philip Cunningham.

— Adam, vous savez pertinemment que nos actions visent à sécuriser le territoire britannique.

— Monsieur le Premier ministre, notre infiltration d'un réseau salafiste qui s'apprête à commettre des attentats en France doit nous permettre d'identifier, au niveau européen, de nombreuses filières que nous pourrions éradiquer avec nos forces spéciales, si vous en validez l'option.

À ce moment, Lord Philip Cunningham, d'un ton autoritaire interrompt, les deux hommes.

— Messieurs, je ne goûte guère les rivalités actuelles entre vos services. Je n'aurai aucun scrupule à vous remplacer si besoin, aussi je vous encourage à travailler ensemble sans esprit de chapelle. Ceci étant dit, Bernie expliquez-moi cette opération en cours.

— Je vous remercie, Monsieur le Premier ministre. Nous avons infiltré il y a quelques mois un commando djihadiste parti hier à destination de la France. Selon nos informations, ces salafistes doivent réaliser une action médiatique avec plusieurs prises d'otages. Ils seront rejoints par d'autres salafistes européens pour compléter leurs effectifs. Les services français

sont parfaitement compétents pour gérer un attentat d'ampleur, ils l'ont prouvé en 2015. Nous n'avons, par conséquent, pas transmis d'informations à leurs services, afin qu'aucune arrestation n'intervienne en amont de l'attentat et que l'ensemble de la filière terroriste se découvre, ainsi que ses acteurs et ses complices. Nos agents infiltrés ont pour mission de recueillir un maximum d'informations à cette occasion. Ils protégeront toutes les vies innocentes si possible, mais surtout ils devront tout faire pour ne pas brûler leurs couvertures. Nous avons mis deux années pour réussir leur infiltration dans les milieux extrémistes de Londres. Le but principal reste d'identifier les filières et la logistique des réseaux en Europe. Sur notre sol nous avons identifié les filières et les principaux acteurs grâce à ces deux agents et par le recrutement d'un agent double, sur lequel je reviendrai plus tard.

Après avoir écouté religieusement le chef du MI6 expliquer les grandes lignes de l'opération, Lord Philip Cunningham choisit de questionner son interlocuteur pour témoigner d'un intérêt particulier, visant ainsi à rappeler que les services de renseignement étaient placés sous son contrôle.

— Bernie, pourquoi ne pas avoir arrêté ces individus sur notre sol et les mettre au secret pour les faire parler ? N'était-ce pas une option valide ?

— Monsieur le Premier ministre, vous n'êtes pas sans savoir qu'à chaque arrestation ces individus se transforment en carpes et gardent le silence, ou se font sauter. Nous ne pouvons les faire parler avec des moyens classiques et je ne puis recourir à la coercition physique ou psychologique sans ordre formel de votre part. L'Angleterre n'est pas prête à accepter un Guantánamo sur son territoire. Les enquêtes judiciaires se heurtent également aux cloisonnements, or nous avons absolument besoin d'informations et notre informateur actuel, sur les réseaux implantés chez nous, se trouve être une autorité

morale au sein des djihadistes. Il travaille pour Daech, ainsi que pour nous, dans le cadre d'un double jeu qui épargne la Couronne Britannique. Il sera temps de l'éliminer lorsque nous n'en aurons plus l'utilité. Aujourd'hui, pour protéger l'Angleterre, nous attaquons par le biais de l'infiltration, qui nous permettra d'entrevoir des neutralisations discrètes. Nous voulons faire changer la peur de camp, dès que nous aurons cartographié le maximum de réseaux. Bien entendu, je vais solliciter votre approbation pour procéder en temps opportun à l'élimination des différentes branches de l'organigramme, que nous construisons depuis des mois à travers nos différentes enquêtes et infiltrations des réseaux implantés sur le territoire de la Couronne.

— Bien, bien, Bernie, tenez-moi informé en priorité ! Quant à vous, Adam, aidez Bernie à réussir cette opération, sans rancœur, ni esprit de chapelle, il en va de vos têtes à tous deux. N'oubliez jamais que la protection de la Couronne doit demeurer notre priorité, aussi je ne vous retiens pas. Bonne soirée, Messieurs.

Sans mot dire, les deux responsables, après avoir prestement avalé d'un trait le fond de leur verre, ainsi que leur ego, se lèvent et se dirigent vers la porte.

— Messieurs, une précision. Vous me garantissez le secret sur cette affaire et vous me ferez ensemble chaque jour, à la même heure qu'aujourd'hui, un point sur cette opération jusqu'à sa conclusion, ensemble, n'oubliez pas ! Merci !

— Bonsoir, Monsieur le Premier ministre, répondirent à l'unisson les deux visiteurs.

Les deux hauts responsables quittèrent ainsi le 10 Downing Street, après avoir repris leurs manteaux des mains de Georges. L'homme leur adressa un aimable sourire, leur souhaitant une bonne soirée avec un « à demain, Messieurs ». Cette attitude en disait long sur la confidentialité de l'entretien

ou plus exactement sur le pseudo-statut du majordome qui, de son côté, était toujours très amusé de l'importance que se donnaient les visiteurs en arrivant, puis parfois de leurs airs de contrition à l'issue de leur entretien avec le Premier ministre.

Depuis l'élection de Lord Philip Cunningham à la tête du gouvernement britannique, les diplomates européens s'accordaient à dire qu'enfin les Anglais affichaient leur vraie nature, avec à leur tête un homme de la trempe de Margaret Thatcher, surnommée en son temps *la dame de fer*, ou dans les chancelleries des pays de la communauté européenne stigmatisant l'esprit des Britanniques par une locution : *Everything for us, nothing for others*². Le Brexit, « *Britain* » and « *exit* », était sans doute passé par là, ou était-ce simplement le naturel britannique qui ressortait aujourd'hui sans dissimulation diplomatique ?

Les déconvenues des jours à venir façonneraient certainement de nouveaux masques de circonstance sur les visages des deux hommes, qui repartaient ce soir sous le poids de la menace et des exigences du *Number One* du gouvernement de sa gracieuse majesté.

Georges, le majordome, en réalité officier de l'armée britannique, détaché à la sécurité personnelle de Lord Philip Cunningham, prenait également ses ordres au Palais de Buckingham. La Reine ne voulant rien ignorer des gesticulations de sa démocratie infiltrait des hommes particulièrement attachés à la famille royale, souvent issus de la noblesse anglaise, pour veiller au grain dans la parfaite tradition des lobbyings de la Couronne à l'endroit du Parlement et de l'exécutif, qu'il fallait contrôler sans en avoir l'air. Sous le gouvernement de Margaret Thatcher, l'affaire ne fut pas une partie de plaisir, tant cette dernière se montrait impitoyable avec tout ce qui n'était pas en relation avec la City.

² Tout pour nous, rien pour les autres.

Le *Number One*, conscient qu'une menace terroriste naviguait désormais vers un pays allié, sans même une mise en garde de sa part à l'attention des Français, assumait parfaitement le risque de brouille avec la République d'outre-Manche. La situation allait cependant de soi, puisque pour le gouvernement de sa gracieuse majesté, la règle institutionnelle de la primauté britannique s'applique en toute circonstance, même et surtout au détriment de ses alliés.

Cette règle s'appliquait toujours sans état d'âme. Depuis Mers-el-Kébir, rien n'avait changé dans l'esprit britannique à l'égard de la France. En juillet 1940, la Royal Navy se présenta devant la base navale de Mers-el-Kébir en Algérie Française pour délivrer un « ultimatum » à l'escadre française, lui donnant le choix entre le ralliement au Royaume-Uni, un désarmement des navires dans un port de la Martinique ou un sabordage immédiat. Le vice-amiral d'escadre Gensoul, qui commandait l'escadre française, refusa cet ultimatum, au motif que l'Angleterre ne pouvait agir sur la conscience des marins français qui, seuls, devaient déterminer leur choix, entre continuer le combat ou se soumettre au régime de la collaboration dans cette période fort troublée de l'histoire de France, d'autant que le désarmement se trouvait à l'ordre du jour au sein de l'escadre. Le panache de l'esprit gaulois ne pouvait concevoir qu'une telle décision fût prise sous la menace d'un tiers, fût-il un allié qui intimait sa volonté. Sans d'ambages, les bâtiments britanniques coulèrent sans autre forme de procès les navires français qui étaient à l'ancre. 1 297 marins français trouvèrent la mort dans ce jeu de massacre, les bâtiments français étant en cours de désarmement et tout simplement amarés à la jetée.

Demain ou dans quelques jours, combien de vies françaises et étrangères seront sacrifiées sur l'autel des intérêts britanniques ? Les jours à venir allaient sans doute en établir le

sinistre décompte. Cette pensée perturbait malgré toute la sérénité de Sir Bradford, humaniste convaincu, descendant d'un père pasteur de l'église anglicane. L'homme de foi et de devoir mesurait l'indispensable rôle équivoque des services de renseignement pour parvenir à leurs fins. Le directeur du MI6 assumait, ainsi seul, la lourde charge morale de l'opération, qui pouvait désormais lui coûter sa place et ce bien que servant son pays depuis plus de quarante années de manière totalement loyale. Cette abnégation faite d'une vie sacerdotale, lui avait valu de demeurer célibataire et de ne tirer du plaisir qu'à travers un amour exacerbé pour la gastronomie française et les bras d'une call-girl de son âge. Femme de vertu, certes vénale, et pour laquelle il éprouvait de la tendresse depuis près de vingt ans. Femme avec laquelle ses rapports intimes étaient devenus ceux de vieux amis qui partaient régulièrement en week-end.

Quant à sir Davenport, l'attaque de ce soir, destinée à barer la route à la prédominance du MI6, n'avait pas abouti au résultat escompté, bien au contraire. Le MI5 se trouvait maintenant dans l'obligation d'apporter son concours à l'opération du MI6, si besoin en était. À ses yeux Bernie sortait gagnant de la confrontation devant Lord Philip Cunningham, qui avait opté pour l'intérêt supérieur des Britanniques, fût-il en contradiction avec celui des Européens.

Les relations et la collaboration dans l'avenir avec les services de renseignement français s'en ressentiraient bien entendu. Toutefois, comme toujours, les Français se montreraient pragmatiques.

Il n'est en effet pas possible aujourd'hui pour un service de renseignement, devant la montée en puissance des mouvances du fascisme islamique, de se couper totalement de ses alliés. En conséquence, la brouille éventuelle ne durerait pas plus

que le temps d'une ruade diplomatique. Le déchaînement médiatique passerait également à autre chose dès que l'occasion lui en serait donnée.

Lord Philip Cunnigham, de son côté, se savait parfaitement serein puisqu'il possédait toujours un fusible politique en la responsabilité exclusive de Sir Bradford, qu'il limogerait ostensiblement si les choses tournaient au désavantage de l'entente franco-britannique.